



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INEOS TECHNOLOGIES FRANCE SAS (ITF)

6 , Avenue de la Bienfaisance
13117 LAVERA
13117 Martigues

D/SPR/GP/N°1034/2023

Références : GD/JPP-D-0892-MRT-2023

Code AIOT : 0006411944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement INEOS TECHNOLOGIES FRANCE SAS (ITF) implanté 6 , Avenue de la Bienfaisance 13117 LAVERA 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INEOS TECHNOLOGIES FRANCE SAS (ITF)
- 6 , Avenue de la Bienfaisance 13117 LAVERA 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006411944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société INEOS TECHNOLOGIES France SAS (ITF) est autorisée à exploiter, au sens du Titre I du Livre V du Code de l'Environnement, les installations de production chimique décrites ci-après :

- Le centre de recherche et de technologies de Lavéra (CTL) ;
- Le pilote polyéthylène et la fabrication de catalyseur associée ;
- Le stockage de produits à usage du centre de recherche ("petits stockages de recherche").

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation partielle d'activité – Pilote F5

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	/	Sans objet
2	Evacuation des produits dangereux	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	/	Sans objet
3	Limitations d'accès	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	/	Sans objet
4	Suppression des risques incendie	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	/	Sans objet
5	Surveillance des effets sur l'environnement	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'apprécier les avancées de l'Exploitant ainsi que les éléments mis en oeuvre pour la cessation d'activité de son pilote F5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : L'Exploitant a fait parvenir à l'Inspection un dossier de notification pour la cessation d'activité du pilote polyéthylène F5, à la date du 5 octobre 2021 (référence du dossier HSE ENVI 2021/154). Ce dossier fait suite à une visite de l'Inspection du 28 avril 2021, et concerne une cessation partielle d'activité, puisque seule une unité de l'établissement va être démantelée. Cette cessation partielle d'activité, qui fait suite à un arrêt de l'activité du pilote et une mise sous cocon en 2018 (déclaration transmise à la préfecture le 5 mars 2018), s'accompagne de la démolition du pilote, articulée en trois phase, et qui a commencé le 27 mars 2023. Le délai de notification a bien été respecté par l'Exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Evacuation des produits dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que la première phase de démolition du pilote F5 consistait en une identification des produits dangereux, et un diagnostic amiante et plomb a ainsi été réalisé. Cette phase de diagnostic a été finalisée par l'envoi d'un plan de retrait amiante à l'inspection du travail par la société VALGO, sous traitant de DEMCY, le 9 mars 2023. Une copie de ce document a été transmise à l'Inspection des installations classées. Pour la phase de démolition proprement dite, qui devait se terminer en juin 2023, l'Exploitant a indiqué qu'il appliquera les règles de tri des déchets. L'Exploitant a remis à l'Inspection le document intitulé « Procédure de démolition - Démantèlement du Pilote F5 », établi par la société DEMCY, et qui décrit le plan de gestion du tri, du recyclage et de l'élimination des déchets lors de la démolition du pilote F5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Limitations d'accès

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : [...] 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; [...]
Constats : Suite à l'arrêt du pilote F5, l'Exploitant a procédé à sa mise sous cocon. Celle-ci inclut une consigne de suivi des installations mises sous cocon (CE 2129) qui spécifie une tournée des opérateurs mise à jour. L'Exploitant prévoit par ailleurs, à la suite du démantèlement du pilote F5, une remise à niveau du site, avec élimination des blocs bétons et comblement des trous, afin d'éviter tout risque d'accident de circulation pour les piétons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suppression des risques incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : [...] 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; [...]
Constats : Après l'arrêt de l'exploitation du pilote F5 en fin 2017, l'unité a été mise sous cocon, à savoir que l'Exploitant a procédé à : <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation des containers de matières premières (hydrocarbures),- l'isolement et au platinage en limite batterie de l'arrivée des fluides, à l'exception des fluides non critiques encore utilisés sur le secteur (azote, eau et vapeur),- la mise à disposition (vidange, rinçage, inertage...) de l'ensemble des circuits hydrocarbures, matières premières et poudre Polyéthylène (capacités et tuyauteries) dans le Pilote F5. <p>Cette phase de mise sous cocon s'est achevée mi-2018, et a permis d'éliminer le risque d'incendie ou d'explosion sur le secteur du pilote F5. Un document intitulé « Dossier de mise sous cocon du Pilote F5», décrivant la situation à la fin de la mise sous cocon, a été envoyé à la Préfecture en date du 05/03/2018 (référence ENVI 2018/36).</p> <p>En 2021, INEOS a décidé de cesser définitivement l'activité du Pilote F5. Ceci a fait l'objet du dossier de notification pour la cessation d'activité du pilote polyéthylène F5, transmis à la DREAL en date du 08/07/2021.</p> <p>Suite à cette décision, l'Exploitant a alors procédé à la mise à « Energie zéro » de l'unité F5 suivant les processus et procédures en vigueur sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none">- Isolement et séparation du Pilote F5 de toutes les autres unités du site en interfaces au niveau des batteries limites (Suite au platinage, pose de tampons pleins et / ou coupes des tuyauteries) ;- Vidange, ouverture et nettoyage des capacités et tuyauteries internes au F5 pour tous les circuits fluidiques. Deux capacités dans les étages du pilote contiennent encore du pré-polymère et seront grutées pleines lors de la démolition et traitées au niveau du sol ;- Mise hors énergie électrique et instrumentation. <p>La présente visite d'inspection a permis de constater l'achèvement de ces étapes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : [...] 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : L'Exploitant a rappelé les engagements pris dans le dossier de cessation d'activité. En fin de démantèlement, il fera réaliser un contrôle du puit piézométrique PN1 pour contrôler le niveau d'hydrocarbures (coupes C5-C6), produits les plus lourds précédemment utilisés lorsque le pilote F5 était en opération, afin de vérifier qu'il reste toujours en dessous de la limite de détection (<10 ppm). Cela fait partie de la liste des actions à mener sur ce chantier. L'Exploitant a par ailleurs fourni le planning général du projet de démantèlement du pilote F5, sur lequel est bien indiqué une analyse du puit piézométrique PN1 (prévue pour le 30 juin 2023) pour la teneur en hydrocarbures (coupes C5 et C6).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet